

AUTEURS

- × ACR+ (Belgique)
- × Jan-Philipp Kramer, Bärbel Birnstengel, Mirjam Buck, Richard Simpson, Adriana Cruz, Prognos (Belgique)
- × Ruslan Zhechkov, Asel Doranova, Nathan Kably, Technopolis (Belgique)
- × Carlos Tapia, Marco Bianchi, Mirari Zaldua, Tecnalia Research and Innovation (Espagne)
- × Andrea Bassi, Georg Pallaske, KnowlEdge (Italie)
- × Henning Wilts, Sören Steger, Meghan O'Brien, Carina Koop, Valerie Wischott, Wuppertal Institute (Allemagne)

CONTEXTE DU RAPPORT

Ce rapport s'inscrit dans le contexte du déploiement de l'économie circulaire, et pour laquelle les liens avec les territoires ne sont encore que peu investigués. L'économie circulaire est une stratégie de développement durable qualifiée de nécessaire par les auteurs, et ayant un grand potentiel de réduction des nuisances environnementales et d'efficacité énergétique, tout en permettant l'apparition de nouvelles opportunités pour la société et l'économie. Elle peut aussi profiter de l'opportunité que représentent les différentes stratégies de spécialisation intelligente (RIS3) mais aussi la Politique de Cohésion 2021-2027 ou encore l'Agenda Territorial post-2020 à l'échelle européenne. Divers plans et stratégies sont ainsi progressivement implantés aux différents niveaux de pouvoirs (européen, nationaux, régionaux).

OBJECTIFS

L'objectif du rapport consiste à investiguer le lien entre économie circulaire et les territoires dans leur diversité, en identifiant les secteurs les plus porteurs en matière de développement économique « circulaire ». Il s'intéresse aux facteurs du territoire prompts à faire émerger des logiques d'économie circulaire aussi bien en milieu urbain, industriel que rural. Les travaux exposent des statistiques (ainsi que leurs limites) et proposent des indicateurs pour observer et mesurer les performances de l'économie circulaire à l'échelle des états et des régions. Le rapport présente également une série de recommandations concernant l'implémentation de stratégies circulaires.

CIRCTER est innovant dans la mesure où sont identifiés des secteurs prometteurs en termes d'économie circulaire. L'offre « circulaire » y est définie comme la fourniture de matériaux, de technologies et de services, représentée par les fournisseurs de matériaux de l'économie circulaire (Circular Economy Material Providers), les fournisseurs de technologies de l'économie circulaire (Circular Economy Technology Providers) et les modèles commerciaux de l'économie circulaire (Circular Business Models). La demande « circulaire » est défini comme un ensemble d'industries adoptant ou étant en demande de nouveaux processus commerciaux, produits et technologies « circulaires » et sont désignés comme des utilisateurs potentiels (Potential Users).

Sept facteurs territoriaux semblent conditionner la transition vers une économie circulaire :

- × Les ressources présentes sur le territoire ;
- × Les économies d'agglomération ;
- × Les conditions d'accessibilité et de connectivité ;
- × Les facilitateurs liés à la connaissance, au travers de la collaboration entre entreprises, d'une part, et des acteurs privés et de la société civile, d'autre part ;
- × Les facilitateurs liés à la technologie, cette dernière pouvant faire émerger de nouvelles possibilités de reconversion et de recyclage des matériaux usés ;
- × Les leviers de gouvernance et institutionnels ;
- × Les milieux territoriaux, les visions et coutumes partagées au sein de ceux-ci.

Au même titre qu'elles sont un facteur clé de l'économie dans sa globalité, les économies d'agglomération constituent un déterminant puissant du déploiement des activités circulaires. Les territoires urbains sont des lieux de concentration de main d'œuvre et de marchés potentiels. Ils permettent le développement de l'économie partagée et de la fonctionnalité, des innovations et concepts. Ils sont également des lieux d'attraction de compagnies industrielles circulaires et de créations d'affaires basée sur l'économie circulaire, tirant notamment profit des hubs de connaissance. Par les économies d'échelle générées, ils permettent aussi la récupération massifiée de déchets et ressources pour la réparation et le recyclage. Il est possible d'assister progressivement à une concentration de certains secteurs circulaires.

Les territoires ruraux ne sont pourtant pas à l'écart des dynamiques de l'économie circulaire. Ils présentent un potentiel important en matière de bioéconomie, en se reposant sur les ressources locales, notamment dans les secteurs agricoles et forestiers.

Les espaces industriels, voire les districts industriels, sont pour certaines stratégies circulaires le seul cadre possible pour leur implémentation, notamment pour les symbioses industrielles et la refabrication (remanufacturing). Mais les territoires industriels en déclin peuvent aussi présenter un potentiel via la réutilisation des matériaux présents dans les friches ou l'utilisation d'anciens bâtiments à des fins de stockage ou autre.

A l'heure actuelle, il n'existe pas d'indicateurs pleinement établis sur la manière dont les performances de l'économie circulaire devraient être mesurées au niveau territorial. La Commission européenne a cependant publié une proposition pour un cadre de mesure et de suivi. Il existe également quelques indicateurs d'Eurostat en ce sens : l'entrée directe de matière¹ (Direct Material Input – DMI), la consommation domestique de matière (Domestic material consumption – DMC), des statistiques concernant la production de déchets et leur traitement... Ils présentent cependant des limites, notamment en matière de représentativité.

Les indicateurs utilisés dans le cadre de l'étude posent une série de constats à l'échelle européenne :

- × La consommation domestique de matière par habitant est en général plus élevée en Europe du nord et de l'est. Ces territoires sont également pour bonne part concernés par une augmentation de cette consommation entre 2006 et 2014 ;
 - Rapportée au PIB (intensité matérielle), le contraste est réduit, mais les plus hautes valeurs restent observées en Europe du nord et de l'est ;
- × La masse de déchets générée par habitant tend à être plus élevée le long de la Banane bleue²,

1 Le terme « matière » doit être compris comme l'ensemble des matériaux injectés dans l'économie.

2 La banane bleue est un concept spatial. Il esquisse une mégalopole européenne multinationale, englobant plusieurs métropoles de différents États (d'Europe occidentale). En gros, la Banane Bleue commence avec les agglomérations de Milan et de Turin, et se termine avec les agglomérations des West Midlands de Grande-Bretagne, avec entre autres les agglomérations de la Randstad, du losange flamand et de la Ruhr.

mais aussi dans certaines régions scandinaves, polonaises et de l'Europe du sud-est ;

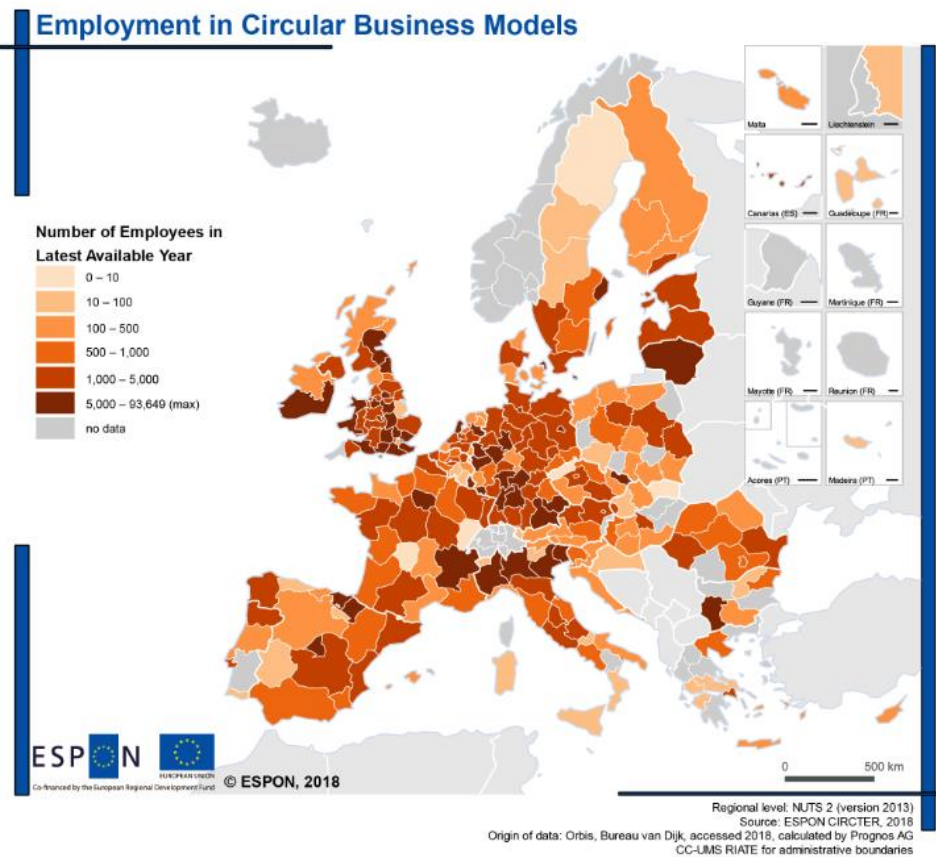
- × Le chiffre d'affaires des entreprises associées au business de l'économie circulaire varie fortement entre NUTS 2. De hautes valeurs sont ainsi observées dans le sud de l'Irlande, en Bretagne et en Ile-de-France, dans certaines régions de l'ouest de l'Allemagne, dans le Piémont, la Lombardie, le Latium. Les valeurs sont généralement plus faibles dans le sud et l'est de l'Europe.

Le rapport présente ensuite une série de cas d'études :

- × « Making Things Last » (Ecosse) ;
 - × Stratégie « WCYCLE » (Maribor) ;
 - × Plan régional pour une Economie circulaire 2016-2020 (Bruxelles) ;
 - × Initiatives d'économie circulaire du Pays Basque ;
 - × Symbiose industrielle en Sicile ;
 - × « The Bio-economy Cluster » (Allemagne centrale).
- Une série de facteurs entraînants peuvent être tirés de ces expériences :
- × Il est nécessaire d'atteindre une masse critique pour les initiatives s'exerçant sur des territoires restreints ;
 - × L'ensemble des cas étudiés met en avant l'importance de la connaissance et les réseaux, semblant même être plus importants que les seules technologies ;
 - × La nécessité d'une vision politique ;
 - × Des approches qui prennent en compte les capacités intrinsèques du territoire (« place-sensitive » policy approaches) ;
 - × L'intégration des travaux, études, diagnostics et stratégies précédant l'initiative.

CARTE PRINCIPALE

L'emploi dans les modèles commerciaux circulaires en Europe (nombre d'employés)



CONCLUSIONS POUR LA BELGIQUE

La Belgique se caractérise par une consommation domestique de matière (exprimée en tonnes par habitant) hétérogène, entre la Flandre où celle-ci est plutôt faible, et la Wallonie où elle est plus élevée, notamment dans les provinces de Namur et de Luxembourg. Néanmoins, cette consommation est en hausse pour tout le pays sur la période 2006-2014.

Un constat assez similaire équivaut pour l'intensité matérielle (mesurée en termes de consommation matérielle domestique par unité de PIB), avec une forte représentation des provinces de Namur et de Luxembourg.

En termes de production de déchets par habitant, la Belgique se classe dans la tranche haute des valeurs observées à travers l'Europe, avec plus de 2000 kg par habitant en 2014. Il ne semble pas exister de variations significatives entre provinces belges.

La part de l'emploi des fournisseurs de matériaux pour l'économie circulaire¹ dans l'emploi total tous secteurs confondus est particulièrement faible en Belgique, avec un minimum dans les deux Brabants et Bruxelles et un maximum relatif en province de Luxembourg. A l'inverse, la part de l'emploi des fournisseurs technologiques² dans l'emploi total est un peu plus élevée, notamment dans le Brabant flamand, à Anvers, en Flandre occidentale et dans le Hainaut. La plus faible valeur est observée en province de Luxembourg.

Le chiffre d'affaires des entreprises associées au business de l'économie circulaire est en moyenne plus élevé en Flandre qu'en Wallonie. Le Brabant flamand se démarque particulièrement bien, tandis que les provinces de Namur et de Luxembourg présentent les plus faibles chiffres.

1 Définie dans le rapport comme étant la « provision des ressources durables et des matériaux de seconde main ».

2 Les services clés et les technologies qui permettent le développement des boucles circulaires de matières et une efficacité de l'usage des matériaux.

RECOMMANDATIONS POLITIQUES

- × Les auteurs insistent sur le fait qu'il n'existe pas de solution universelle pour le développement de l'économie circulaire sur un territoire donné et que chaque dynamique a ses spécificités. Elles doivent s'inscrire dans une transition à long terme ;
- × La prévention en matière de gaspillage ne doit pas être occultée, dans la mesure où, d'une part, l'allongement de la durée de vie des objets reste l'un des principes centraux de l'économie circulaire, et d'autre part, que tous les types de déchets ne peuvent être réinjectés dans les boucles de cette même économie circulaire ;
- × Les autorités régionales et locales devraient mieux faire connaître la manière dont les flux de déchets sont gérés jusqu'à ce qu'ils soient réintroduits dans le système économique sous quelque forme que ce soit ou bien incinérés ou mis en décharge ;
- × D'importants efforts doivent être menés en matière d'efficacité de récupération des déchets et l'export de déchets vers des pays tiers non-équipés pour leur traitement et recyclage devrait être sérieusement contraint ;
- × Il existe un besoin de gestion intégrée des déchets. Les décisions sur la manière optimale de gérer les déchets doivent être prises en fonction de considérations liées au cycle de vie, la technologie actuelle ou le caractère énergivore de la transformation pouvant limiter les possibilités de recyclage ;

- × L'échelle régionale pourrait constituer le cadre territorial le plus intéressant pour la circularité et la création d'écosystèmes industriels. Les stratégies régionales d'innovation pour la spécialisation intelligente (RIS3) semblent constituer une opportunité très intéressante pour intégrer les logiques circulaires dans le système des politiques régionales ;
- × Chaque type de déchets a ses spécificités, induisant une circularité fonctionnant dans une dimension territoriale particulière. Par exemple, les déchets du secteur de la construction et de la démolition, par les volumes générés et les coûts très élevés de transport qui les caractérisent, impliquent une circularité conçue à une échelle très locale pour être une activité rentable et viable d'un point de vue environnemental. Il en va de même pour les matières putrescibles comme les déchets organiques ;
- × Les villes semblent être en pole-position pour faire émerger des initiatives innovantes en matière de prévention des déchets ;
- × L'économie collaborative peut aussi être soutenue à une échelle locale ;
- × L'émergence de l'économie circulaire dans les territoires ruraux et/ou en déclin, bien que présentant un potentiel certain (notamment la bioéconomie dans les territoires ruraux, la conversion des anciens sites industriels en « mines urbaines », fournisseurs de matériaux de seconde main...), doit toutefois être accompagnée par des investissements en matière de savoir-faire, de connaissance, d'innovation et de modèles économiques innovants.

Afin de mettre en pratique les recommandations politiques ci-dessus, le consortium ESPON CIRCTER a développé [un guide politique interactif](#) pour aider les décideurs politiques au niveau régional et urbain à développer et mettre en œuvre une stratégie politique pour une économie circulaire.

SUGGESTIONS POUR DE FUTURES RECHERCHES

Les auteurs proposent notamment de s'intéresser à la question du développement de statistiques plus robustes et davantage représentatives des dynamiques de l'économie circulaire, à celle des effets de long terme et des impacts des transformations circulaires (reconfiguration des chaînes de valeur globales, contribution potentielle d'une bioéconomie durable à la cohésion territoriale) ou encore l'évaluation quantitative de l'efficacité des politiques en matière de déploiement de l'économie circulaire.

AUTEUR DU RAPPORT SYNTHÉTIQUE

Hubert Maldague, attaché de recherche, Université de Liège (hubert.maldague@uliege.be).